RÉSUMÉ

1. Depuis 2011, la croissance du PIB réel du Cambodge a été soutenue, de 7% par an en moyenne. La croissance a été alimentée par la construction, l'activité manufacturière (principalement les exportations de vêtements) et, dans une moindre mesure, par les services liés au tourisme. La croissance économique a été inclusive et étendue, ce qui a conduit à une baisse des inégalités et de la pauvreté. Une gestion macroéconomique prudente a permis une inflation modérée, un taux de change stable, un taux de chômage relativement faible et des niveaux de dette extérieure raisonnables. Toutefois, en raison de la nature largement informelle de l'économie cambodgienne, qui repose essentiellement sur les services et l'agriculture, le PIB est grandement sous-estimé et l'efficacité de la politique gouvernementale en est réduite.

2. Le Cambodge est confronté à un certain nombre de contraintes et de fragilités structurelles qui affectent la croissance économique et rendent l'économie et le système financier vulnérables aux chocs. Dans ce cadre, on peut citer une base économique étroite, le coût important de l'activité commerciale, et une dollarisation élevée combinée avec des marchés financiers sous-développés. Les mesures adoptées pour faire face à certaines de ces questions ont notamment consisté à lancer la Politique de développement industriel en 2015, à simplifier et à automatiser l'enregistrement des entreprises, et à accroître la taille du secteur financier et du marché des changes. Par ailleurs, l'adoption en 2014 de la "Stratégie de mobilisation des recettes" a fortement augmenté les recettes publiques et contribué à l'assainissement des finances publiques.

3. L'objectif de la politique monétaire et de la politique de taux de change est la stabilité des prix. Cependant, l'exiguïté du secteur bancaire et le niveau élevé de dollarisation de l'économie réduisent l'efficacité de la politique monétaire. Par ailleurs, la stabilité du taux de change vis-à-vis du dollar EU est un point d'ancrage nominal important pour aider à maintenir l'inflation à un niveau bas. Le maintien d'un taux de change stable vis-à-vis du dollar EU a conduit à l'appréciation du taux de change effectif réel. Selon les estimations, le taux de change effectif réel serait actuellement surévalué de 5% à 10%, ce qui pourrait contribuer à un manque de dynamisme des exportations et à une hausse du déficit commercial à l'avenir.

4. Le déficit du compte courant a culminé à près de 2,0 milliards de dollars EU (13% du PIB) en 2013. Depuis, il suit une trajectoire à la baisse causée par la faible croissance des importations et la forte expansion des exportations (en particulier de vêtements). Le déficit du compte courant a été couvert par le compte financier, principalement par des flux entrants d'IED abondants pendant la période à l'examen. Ainsi, les réserves de change ont plus que doublé depuis 2011, pour atteindre quelque 8,3 milliards de dollars EU en 2016, assurant ainsi presque huit mois de couverture des importations.

5. Pendant la période considérée, le Cambodge a enregistré des déficits budgétaires persistants, mais en baisse en raison de la hausse des recettes. L'encours de la dette se maintient à quelque 30% du PIB.

6. Le commerce et l'investissement sont essentiels pour permettre au Cambodge d'atteindre ses objectifs économiques et sociaux. Le ratio des échanges de biens et de services au PIB est passé à environ 140% en 2016 (contre 127% en 2011). Les exportations du Cambodge restent fortement concentrées sur le secteur des vêtements, qui représentait plus de 65% du total des exportations en 2016. La plus importante catégorie de produits importés est celle des textiles, qui sont utilisés comme intrants pour l'industrie des vêtements. La principale destination des exportations est l'UE-28. La plupart des importations du Cambodge viennent d'Asie, dont la part s'établit à 90% et continue d'augmenter.

7. Pendant la période considérée, les flux entrants d'IED sont passés à 2,3 milliards de dollars EU en 2016 grâce au régime libéral et favorable aux investisseurs du Cambodge. L'IED est concentré sur les secteurs des vêtements, de l'agriculture, ainsi que sur le secteur financier. La majeure partie de l'IED au Cambodge provient d'Asie, principalement de Chine; du Viet Nam; de Hong Kong, Chine; de Malaisie; de République de Corée; et du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taipei chinois).

8. Depuis le premier examen de sa politique commerciale réalisé en 2011, le Cambodge a adopté de nouvelles politiques en matière de commerce et d'investissement, et initié plusieurs réformes des institutions et de la réglementation portant notamment sur les pouvoirs législatif et judiciaire, le rôle du Ministère du commerce, la création d'une Mission permanente auprès de l'OMC, l'accès à l'information et la lutte contre la corruption. Si la formulation et les objectifs de sa politique continuent d'être définis par des stratégies et des plans à relativement long terme et de vaste portée, des domaines d'action stratégiques concrets ont été définis en vue d'améliorer la compétitivité commerciale et des initiatives visant à coordonner les efforts et les ressources de toutes les parties prenantes se sont poursuivies.

9. Le Cambodge reste attaché au système commercial multilatéral et est un porte-parole des pays les moins avancés (PMA). Au cours de la période à l'examen, il a élargi ses engagements dans le cadre de l'OMC en ratifiant l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE). Parallèlement, le pays a continué de se concentrer sur le renforcement de l'intégration économique régionale par la mise en œuvre et/ou la négociation de plusieurs accords dans le cadre de l'ASEAN, dont le Partenariat économique régional global (RCEP). Dans le cadre du Système généralisé de préférences (SGP), le Cambodge continue de bénéficier des schémas SGP de plusieurs pays et peut bénéficier de préférences additionnelles propres à la catégorie des PMA. Par ailleurs, il a continué de recevoir une assistance pour atteindre ses objectifs en matière de développement économique, notamment la diversification des exportations, et en matière de lutte contre la pauvreté dans le cadre des projets du Cadre intégré renforcé (CIR) et du programme multidonateur de soutien au développement des échanges (TDSP). Pendant la période considérée, le Cambodge a présenté peu de notifications à l'OMC (par exemple concernant les droits de douane, les prescriptions en matière de licences d'importation ou l'agriculture) et n'a été partie à aucun différend commercial dans le cadre de l'OMC.

10. Le Cambodge reste largement ouvert à l'investissement étranger direct (IED) et l'encourage, malgré l'interdiction de la propriété foncière par des étrangers et de la participation à certaines activités liées à la santé ou à l'environnement, malgré des prescriptions relatives au capital social d'origine nationale ou à la participation au marché du travail, et malgré les autorisations préalables demandées pour certaines activités (par exemple certains services de télécommunication, la radiotélédiffusion et certains services touristiques). Dans d'autres activités, il continue d'accorder le traitement national et d'autoriser la participation étrangère à 100%, sauf dans les entreprises publiques cédées; depuis 2016, l'accent est mis sur les partenariats public-privé. Le moratoire de 2012 sur les concessions de terres à des fins économiques permettant la location à long terme de terres appartenant à l'État a été réexaminé, et la durée des concessions a été réduite et certaines ont été annulées. Pendant la période considérée, le Cambodge a signé trois nouveaux accords bilatéraux de promotion et de protection des investissements et ses premières conventions de double imposition.

11. La politique tarifaire est le principal instrument de politique commerciale et les droits de douane perçus sont une source importante de recettes publiques. Presque tous les droits de douane sont appliqués sur une base *ad valorem*, et seules 14 lignes tarifaires sont soumises à des droits spécifiques. La moyenne simple des droits NPF appliqués en 2017 était de 12,3%, soit légèrement plus qu'en 2011 où elle était de 11,7%. La moyenne des taux de droits est plus élevée pour les produits agricoles (14,6%) que pour les produits non agricoles (11,9%). Le taux *ad valorem* le plus élevé (35%) s'applique aux produits finis agricoles (produits carnés transformés, fruits et légumes transformés, et produits laitiers), aux produits finis industriels et aux produits pétroliers. Près de 14% des lignes tarifaires sont en franchise de droits. Le Cambodge a consolidé l'ensemble de son tarif douanier au niveau des positions à huit chiffres du SH. La moyenne des taux consolidés s'élève à 20,9%. Outre le fait que le tarif douanier est entièrement consolidé, l'écart relativement faible (8,6 points de pourcentage) entre la moyenne simple des taux NPF appliqués et la moyenne des taux consolidés rend le régime d'importation prévisible. En 2017, les taux NPF appliqués ont dépassé les taux consolidés en totalité pour 60 lignes, en partie pour 29 lignes et potentiellement pour 14 lignes; parmi les produits visés, on peut citer: les machines et leurs parties, les feux d'artifice, les animaux vivants, l'essence et le diesel.

12. Depuis son dernier examen, le Cambodge a réalisé d'importants progrès en améliorant ses procédures douanières. Parmi les mesures adoptées, on peut citer le recours au document administratif unique (DAU), le mécanisme de guichet unique et l'utilisation de SYDONIA à tous les postes frontière. Le Cambodge a également mis en place le "Programme en faveur des meilleurs négociants", qui devrait permettre la mise en œuvre du Programme d'opérateurs économiques

agréés comme prévu dans la Stratégie douanière et le Programme de travail sur les réformes (2014-2018). En vue de renforcer les mesures de facilitation des échanges et d'assurer l'exactitude de la déclaration en douane, le Cambodge a mis en œuvre des procédures de décision anticipée et a également ratifié l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges. Ces mesures ont fortement amélioré les délais de dédouanement, mais il existe encore une marge d'amélioration.

13. En plus des droits de douane, le Cambodge impose une TVA, une taxe spéciale sur certaines importations, ainsi que des taxes sur les importations d'essence et de diesel.

14. Le Cambodge prohibe ou restreint les importations de certaines marchandises pour les motifs suivants: la protection de la sécurité nationale; la protection de l'ordre public et des normes de décence et de moralité; la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou la préservation des végétaux; la protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique; la conservation des ressources naturelles; le respect des dispositions de l'ensemble de la législation du Royaume du Cambodge; et le respect des obligations découlant de la Charte des Nations Unies. Actuellement, plus de 1 500 lignes tarifaires sont soumises à une prohibition à l'importation ou à l'octroi de licences d'importation. Parmi les produits dont l'importation est prohibée figurent notamment les stupéfiants; les substances psychotropes et leurs précurseurs; les substances qui appauvrissent la couche d'ozone (à l'exception des HCFC); les déchets et produits chimiques toxiques; certains pesticides; les ordinateurs usagés et les pièces de rechange; les déchets ménagers; les véhicules avec direction à droite; et les biens portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle. Des licences ou des permis d'importation sont nécessaires pour les produits chimiques, les produits pharmaceutiques et les stupéfiants utilisés à des fins médicinales, les produits forestiers, les poissons et produits de la pêche, les animaux vivants, les produits d'origine animale et les matériels agricoles.

15. Un élément récurrent dans la plupart des secteurs de l'économie cambodgienne est le retard dans l'élaboration et la mise en œuvre des nouveaux textes de loi. Ainsi, un projet de loi couvrant les mesures antidumping et de sauvegarde est actuellement en cours d'examen par l'Assemblée nationale et devrait entrer en vigueur d'ici à la fin de l'année. De plus, un projet de loi sur la concurrence devrait être présenté à l'Assemblée nationale pour approbation en 2018; on ignore encore quand cette loi entrera en vigueur. Un groupe de travail est également chargé d'assurer le suivi des prix des produits essentiels, dont le riz, le poisson, le poulet, la viande de porc, l'essence ordinaire et le diesel, et le manioc.

16. Les procédures d'exportation du Cambodge n'ont fait l'objet d'aucune modification notable. Certains produits (principalement le caoutchouc, le bois transformé, les articles de bijouterie et d'argenterie, les pierres gemmes non taillées et non transformées, les poissons et autres produits aquatiques, l'art et les produits culturels, les fruits frais et les légumes, les animaux vivants, les vêtements, les produits pharmaceutiques et les médicaments, et certains matériels agricoles) sont soumis à l'obtention de licences d'exportation, de certificats et de lettres d'autorisation. Des taxes à l'exportation s'appliquent au bois d'œuvre, au caoutchouc non transformé, aux pierres gemmes non taillées, aux poissons et crustacés, aux mollusques et autres produits aquatiques, et à certains produits manufacturés. Le Cambodge n'accorde aucune subvention à l'exportation. Un soutien est accordé pour le lancement, l'organisation et la participation à des foires commerciales dans le pays et à l'étranger, de même qu'une assistance aux entreprises locales souhaitant organiser ce type de foires ou y participer.

17. Des mesures d'incitation sont prévues dans le cadre des QIP (projets d'investissement qualifiés) et des ZES (zones économiques spéciales); parmi ces mesures, on peut citer des exonérations temporaires de l'impôt sur les bénéfices et des abattements fiscaux, des amortissements spéciaux, une exonération des droits et taxes à l'importation, une TVA à zéro sur les exportations et des procédures douanières spéciales. Des incitations sont accordées à certains secteurs et activités spécifiques, y compris le secteur des vêtements, les entreprises cotées à la Bourse du Cambodge, les investisseurs qui détiennent et/ou échangent des titres d'État, des capitaux et/ou des titres de créance sur le marché des valeurs mobilières, la riziculture, l'achat de riz paddy et l'exportation de riz blanchi.

18. Aucun changement n'a été apporté au cadre législatif ou réglementaire dont relèvent les règlements techniques et les normes. Le Cambodge utilise principalement le Guide ISO/CEI comme guide national pour adopter des normes internationales en tant que normes nationales ou règlements techniques nationaux. Il existe à l'heure actuelle 804 normes cambodgiennes qui

concernent principalement des produits alimentaires, des appareils électriques et des méthodes d'essai, et 151 d'entre elles ont été adoptées en tant que règlements techniques. Selon les autorités, près de 83% des normes cambodgiennes sont alignées sur les normes internationales.

19. Pendant la période considérée, la nouvelle Loi sur la santé et les productions animales, entrée en vigueur en 2016, a fait partie des modifications apportées au régime dont relèvent les normes et les règlements techniques. Un projet de loi sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires a également été présenté en 2015. Dans les deux cas, les autorités souhaitent harmoniser la réglementation existante avec les normes internationales et mettre en œuvre les meilleures pratiques mondiales. Toutefois, le régime SPS fait face à des difficultés, et notamment: les problèmes de répartition d'attributions entre les différents organismes, la fragmentation générale des attributions entre les ministères et même en leur sein, de même que la pénurie de capacités pour assumer ces attributions; le manque d'inspection ou de contrôle systématique concernant l'ensemble des aspects clés de la production et de la transformation, qui se répercute sur la qualité et la sécurité des produits; l'absence d'essais systématiques en laboratoire pour étayer l'inspection, les ressources humaines et financières étant limitées; et un système de certification qui ne s'appuie pas sur des essais et qui n'est donc pas nécessairement reconnu sur les marchés d'exportation.

20. Les marchés publics représentent 3% du PIB. L'appel d'offres est la méthode de passation des marchés la plus fréquemment utilisée. Une nouvelle Loi sur les marchés publics adoptée en 2012 vise à faire en sorte que le processus de passation des marchés soit transparent, juste, efficace, contrôlable et uniforme.

21. La participation de l'État à l'économie est limitée, les entreprises publiques représentant moins de 8% de l'emploi et environ 3% des établissements économiques dans le pays. Les entreprises privées et publiques se font concurrence selon les mêmes modalités et conditions. Les entreprises publiques n'ont pas de droits ni de privilèges spéciaux en matière de commercialisation. Le Cambodge n'a jamais notifié aucune entreprise publique répondant à la définition de l'article XVII du GATT de 1994 à l'OMC.

22. En dehors de l'adoption de la Loi sur les indications géographiques en 2014, le régime/la législation du Cambodge en matière de DPI n'a fait l'objet d'aucune modification substantielle pendant la période considérée. En 2015, le Cambodge a adhéré au Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques. En 2016, il est devenu membre du Traité de coopération en matière de brevets et de l'Arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels. En vertu de sa législation actuelle en matière de propriété intellectuelle, le Cambodge accorde le traitement national et le traitement NPF à tous les ressortissants étrangers. Pendant la période considérée, le respect des DPI s'est fortement amélioré, avec une hausse des saisies et des poursuites. Cependant, les atteintes aux DPI restent fréquentes; elles concernent aussi bien les logiciels, les disques compacts que la musique, la photocopie de livres ou la vente de produits contrefaits dont les cigarettes, l'alcool et les produits pharmaceutiques.

23. Malgré une forte baisse liée à l'irrigation et à l'évolution des prix des produits de base, l'agriculture, qui est axée sur la production de riz paddy, conserve un rôle important dans le soutien de la croissance économique (elle représentait ainsi 25,7% de la valeur ajoutée brute en 2016). La compétitivité des prix agricoles du Cambodge reste plus faible que celle de ses voisins de la région. Pendant la période considérée, plusieurs plans ont visé à transformer l'agriculture en un secteur reposant sur les nouvelles technologies, la mécanisation et l'irrigation pour améliorer le taux de rendement et diversifier les activités en faveur de cultures et d'activités d'élevage et d'aquaculture à forte valeur ajoutée et favorisant le développement durable. Le commerce illicite des produits de la pêche et de la sylviculture persiste.

24. La protection tarifaire de l'agriculture (16,1% en 2017) a légèrement augmenté et demeure plus élevée que la moyenne globale des droits NPF appliqués (12,3%); plusieurs articles sont soumis à des taxes à l'exportation de 10% ou 50%, et la taxe sur le caoutchouc naturel (deuxième culture de base après le riz), qui est devenue spécifique après avoir été *ad valorem*, a vu son taux modifié pour la dernière fois en 2017. Il existe une taxe pour services de 1% sur la valeur f.a.b. des produits forestiers et sylvicoles exportés. La plupart des dépenses de soutien interne relevant de la catégorie verte ont été orientées en direction des services de vulgarisation et de consultation fournis aux agriculteurs. Les mesures d'incitation fiscales et non fiscales sous la forme d'une

exonération du paiement de la taxe foncière sur les terres agricoles cultivées/exploitées, d'importations de machines et d'équipements agricoles en franchise de droits, et lorsqu'ils sont proposés, de prêts subventionnés, sont limitées et consacrées, entre autres, à la mécanisation agricole. Depuis 2012, un système de réserve alimentaire a été mis en place pour assurer l'approvisionnement en denrées alimentaires et en semences dans les situations de catastrophes et d'urgence. Bien que les objectifs de politique n'aient pas été atteints et malgré les contraintes qui pèsent sur la productivité et la compétitivité, la part du riz dans le total des exportations de marchandises a doublé; suite à une baisse du prix du riz en 2016, des mesures ont été prises pour stabiliser le prix du riz et favoriser le commerce local. Une seule entreprise commerciale d'État subsiste dans le domaine du riz. La gestion des forêts et de la pêche semble relativement inefficace. Malgré l'interdiction d'exporter des grumes depuis 1996, le commerce transfrontalier poursuit sa croissance. Les poissons et produits de la pêche demeurent soumis à une protection tarifaire relativement élevée et à des contingents d'importation; depuis 2014, l'Union européenne interdit les importations de poisson en provenance du Cambodge en raison d'un manque apparent d'action contre la pêche illicite.

25. Malgré le potentiel minéral du Cambodge, les industries extractives en sont encore au premier stade de leur développement. En 2016, des modifications de la réglementation ont introduit des procédures, des processus et des conditions applicables à l'attribution de licences d'exploration et d'extraction minière; depuis 2016, les minerais extraits doivent être transformés dans le pays avant d'être exportés. La structure énergétique du Cambodge reste simple et le pays dépend de moins en moins des importations d'énergie provenant des pays voisins, grâce à son énorme potentiel de production d'électricité. Depuis 2016, le prix de vente au détail du carburant est plafonné. L'entreprise publique Électricité du Cambodge domine le marché du transport d'électricité; le pays fait face à la contrainte pour le développement du secteur manufacturier que représente le coût élevé de l'électricité en réduisant progressivement les tarifs, qui conservent un élément de subventionnement croisé supporté principalement par les consommateurs résidents.

26. Le secteur manufacturier (16,1% de la valeur ajoutée brute en 2016), une activité prioritaire pour le Cambodge, reste fortement tributaire des entreprises à participation étrangère du secteur du vêtement et des entreprises informelles. Pendant la période considérée, la politique du gouvernement visait à transformer la structure industrielle pour substituer à une industrie à consommation intensive de main-d'œuvre une industrie axée sur les compétences en établissant un lien entre les chaînes de valeur régionales et mondiales. La progressivité des droits demeure marquée pour les vêtements, la moyenne des droits NPF appliqués sur les produits textiles étant de 5,7%, contre 15% pour les vêtements. Les taux de taxes à l'exportation affectant plusieurs entreprises manufacturières sont fixés à 5%, 10%, 15%, 20% ou 50%. Le secteur manufacturier a continué de bénéficier d'incitations fiscales, notamment une exonération temporaire de l'impôt sur les sociétés, une déduction spéciale pour amortissement, une exonération de taxes à l'importation, ainsi que les avantages d'un projet d'investissement qualifié ou d'une zone économique spéciale.

27. Pendant la période à l'examen, le secteur des services a conservé un rôle important dans le soutien de la croissance économique (39,2% de la valeur ajoutée brute en 2016). Les engagements du Cambodge au titre de l'AGCS reflètent son ambition d'attirer l'IED et sont restés les mêmes; ses cinq ACR prévoient des engagements sur le commerce des services.

28. Les activités des secteurs de la banque et de l'assurance ont continué de se développer; les actifs bancaires ont ainsi presque été multipliés par trois. Les améliorations apportées à la réglementation du secteur bancaire, entre autres, ont notamment consisté à renforcer son assise financière, à favoriser l'attribution de crédits et de microcrédits et à introduire des mesures réglementaires préventives en cas de risque potentiel de faillite. Il existe toujours des écarts importants – même s'ils diminuent – entre les taux d'intérêt des prêts et les taux de rémunération des dépôts. Le ratio de prêts improductifs est resté tout à fait raisonnable. Des incitations fiscales ont été introduites dans le domaine boursier. Le cadre juridique du secteur de l'assurance, qui est fortement concentré et d'assez petite taille, a fait l'objet de certains changements en vue de renforcer le secteur, de lutter contre les activités illégales et de réglementer la micro-assurance; cependant, l'imposition des activités d'assurance reste une question relativement complexe.

29. Le secteur des télécommunications reste ouvert et a poursuivi son expansion, même si le taux de pénétration de la téléphonie mobile et les tarifs nominaux restent relativement faibles à l'échelle régionale. Une nouvelle politique a été adoptée pour, entre autres, soutenir la connectivité des infrastructures. Outre l'évolution des institutions, une nouvelle législation sur les nombreux

domaines relatifs aux télécommunications, dont le partage des recettes entre opérateurs (redevance de licence), les tarifs, la portabilité des numéros et un programme sur l'obligation de service universel, a été adoptée, mais bon nombre de ses dispositions ne sont pas encore appliquées. Pour promouvoir la culture khmer et soutenir l'industrie locale, la diffusion de fictions étrangères fait l'objet de restrictions, et d'autres mesures de ce type sont envisagées.

30. Le Cambodge se caractérise encore par une faible connectivité des transports maritime et routier, le secteur des transports se heurtant toujours à des difficultés, notamment le coût élevé du transport de marchandises (en particulier par voie maritime) et l'insuffisance des infrastructures malgré l'amélioration de la capacité portuaire; les transports ferroviaires sont toujours limités, du point de vue de la disponibilité comme des performances en raison de la lenteur dans l'avancement des projets de réhabilitation. Les escales directes desservant les ports cambodgiens n'existent que depuis 2016 et ses deux principaux ports sont détenus par l'État; le cabotage est ouvert à tous les navires. La société à capital entièrement public Kampuchea Shipping Agency and Brokers (KAMSAB) est la seule entité à offrir des services multimodaux de transport par eau. Le transport aérien a continué de se développer et de favoriser la progression du tourisme, essentiellement grâce aux investissements étrangers dans les aéroports internationaux cambodgiens; dans le même temps, le pays a poursuivi ses efforts d'intégration du secteur de l'aviation dans les marchés internationaux en participant à davantage d'accords sur les services aériens. La présence commerciale étrangère ne fait l'objet d'aucune limitation dans le secteur de la distribution et l'investissement augmente, mais le commerce électronique demeure sous-développé.

31. Le tourisme, qui reste l'activité à part entière et la source de recettes publiques la plus importante, ainsi que le moteur de plusieurs autres activités économiques, a continué de se développer, favorisé principalement par l'amélioration de la stabilité dans les pays voisins; plusieurs politiques liées au tourisme restent en vigueur. Les services professionnels demeurent assez ouverts à l'investissement étranger, à condition que soient respectées les prescriptions relatives à l'enregistrement national ainsi que d'autres prescriptions. Les conditions et la procédure d'enregistrement et d'exercice des avocats étrangers au Cambodge ont été définies en 2016. Le marché de la santé compte un grand nombre d'acteurs dispensant des soins de santé, mais le budget alloué à la mise en œuvre des programmes de santé dépend de donateurs étrangers; la question de la couverture santé universelle reste en suspens.

32. En 2017, la croissance devrait s'établir à peu près au même niveau qu'en 2016. L'expansion de l'économie et la croissance du crédit ont créé une bulle spéculative dans le secteur immobilier. Tout ajustement chaotique des prix de l'immobilier à grande échelle risquerait d'avoir un impact négatif sur le secteur bancaire et l'activité économique en général. Un ralentissement de la croissance économique en Chine pourrait aussi potentiellement affecter la croissance par le biais de l'IED, des circuits bancaires et du secteur touristique. Les exportations de vêtements pourraient également subir l'effet négatif d'une hausse du dollar EU par rapport à d'autres grandes monnaies et/ou d'un ralentissement de la croissance en Europe. Les risques au niveau national comprennent les pressions budgétaires et l'érosion de la compétitivité dues à des hausses des salaires, qui pourraient prendre de vitesse les gains de productivité. Outre les réformes ciblant la diversification, la compétitivité, l'amélioration du climat des affaires et les réformes budgétaires, les autorités reconnaissent la nécessité de mener d'autres réformes, notamment en développant des infrastructures pour promouvoir la croissance rurale et la formation technique/professionnelle, afin de poursuivre sur ce chemin de croissance économique inclusive et étendue. De telles réformes permettraient au Cambodge d'atteindre ses objectifs en matière de politique économique et de protection sociale et de s'intégrer davantage dans le système commercial mondial.